

*L'emploi*

J'aurais eu honte à la place du ministre de l'Emploi et de l'Immigration aujourd'hui de me lever et de tenter de faire croire à la population canadienne que j'ai encore la solution dans les mains, quand je ne fais que poursuivre les gestes posés par mes prédécesseurs, qui ont conduit le Canada dans la situation qu'on connaît. J'aurais eu également honte comme d'autres députés de tenter de dire d'abord que ce n'est pas la faute du gouvernement et qu'il faut comprendre la situation sans rien faire. Non, monsieur le président, il faut, à mon avis, provoquer ces gens de l'autre côté et leur demander jusqu'où ils sont capables de s'humilier pour répondre aux demandes, pour répondre aux besoins des Canadiens actuellement? Cela n'est pas possible, monsieur le président, qu'autant de gens soient aussi inquiets, qu'autant de gens souffrent, que des milliers de chômeurs actuellement ne puissent pas joindre les deux bouts, que des milliers de travailleurs s'attendent à frapper à une porte fermée dans les semaines ou dans les mois qui vont suivre, et que ce gouvernement ne réponde pas par des mesures plus positives et plus efficaces que de beaux programmes à moyen et long terme dont les projections doivent être mises en doute tout de suite, compte tenu de l'expérience que nous avons vécue depuis 15 ans, où toutes ces projections que des ministres des Finances un après l'autre nous ont présentées ne furent jamais réalisées.

Le premier ministre du Canada (M. Trudeau), hier à la télévision, tentait de rassurer les Canadiens. Il est trop tard, vos programmes viennent trop tard, ce gouvernement a fait preuve d'un manque de clairvoyance et ne mérite plus la confiance du peuple. Bien sûr, je ne m'attends pas à ce qu'il démissionne, ils n'ont même pas le courage de démissionner parce qu'ils ne méritent plus la confiance du peuple, et je ne le répéterai jamais trop souvent, le public les jugera. Le public les jugera, mais d'ici ce temps-là, nous avons un devoir, nous, membres de l'opposition, de provoquer ce gouvernement, d'amener ces députés, ces ministres, à proposer des mesures convenables, que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ne répète plus qu'on n'a pas de propositions, un plan d'urgence à court terme—cela est important actuellement—un plan d'urgence qui ferait que nos usines demain matin ne fermentaient pas au même rythme que ce que l'on a connu depuis une couple d'années, particulièrement en 1982. Et je pense que le ministre sait parfaitement bien ce que je veux dire. Sera-t-il capable de convaincre le ministre des Finances, et ses collègues du Cabinet, que pour sauver ce pays actuellement il faut de l'action? Ce gouvernement a fait la preuve qu'il est vidé de toute initiative, et je le regrette pour l'ensemble des Canadiens.

**M. Dennis Dawson (Louis-Hébert):** Monsieur le président, il me fait plaisir aujourd'hui de suivre l'honorable député de Joliette (M. La Salle). Au fait, j'avais eu l'occasion, il y a un peu plus de deux ans, de le suivre dans un débat à la Chambre, débat que l'opposition nous avait à cette époque soulevé sur les programmes de création d'emplois du gouvernement progressiste conservateur dont il était membre lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Ce même gouvernement, à ce moment-là, avait aboli les programmes directs de création d'emplois, comme l'a signalé le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) tout à l'heure, il avait réussi à abolir les programmes de crédit d'impôt pour la création

d'emplois, il avait réussi en neuf mois de gouverne à créer une situation économique qui a fait que les Québécois, les Canadiens n'ont pas hésité le moindrement à le renverser et à le ramener à sa juste place, dans l'opposition.

Lorsqu'on écoute l'honorable député de Joliette, on entend souvent la même rhétorique et les mêmes propos que l'on peut entendre souvent de la part des ministres du Parti québécois et que l'on a entendus toute cette semaine ici lors de la conférence fédérale-provinciale, où le premier ministre du Québec utilisa à peu près les mêmes propos, probablement qu'ils partagent les services des mêmes personnes pour écrire leurs discours, au sujet de la situation économique, et le fait qu'un plan d'urgence doit régler tous les problèmes. Ce qu'on demande à toutes fins pratiques c'est de dire: Il faut dépenser de l'argent pour essayer de régler les problèmes d'une façon... simplement nous, le gouvernement canadien, nous allons donner des centaines de millions de dollars au gouvernement du Québec pour qu'il aille faire de la publicité, pour qu'il fasse de la propagande, pour qu'il subventionne les salaires qu'il paie à ses employés. Je m'excuse auprès de l'honorable député de Joliette, mais le gouvernement canadien n'a pas du tout l'intention de faire cela.

Je vais quand même rectifier en ce qui regarde les programmes de création d'emplois, en disant ce que le gouvernement canadien a fait depuis quelque temps. On me permettra, monsieur le président, d'entrer immédiatement dans le vif du sujet concernant le rôle que le gouvernement fédéral a joué dans la création d'emplois, et plus particulièrement au Québec. Depuis deux ans, en 1981-1982, au seul chapitre de la création directe d'emplois, le gouvernement fédéral a permis, par exemple, la création au Canada de 150,600 emplois, dont 44,850 dans la province de Québec. C'est cela de l'action, monsieur le président, ce ne sont pas seulement des paroles, ce n'est pas seulement comme le programme du Parti québécois qui, on l'a vu la semaine dernière, a aboli le programme OSE. Ils ont dit: Ce n'est pas grave, il n'y a pas de problème à abolir le programme OSE, la seule chose que cela implique c'est qu'on va retourner les directeurs d'information dans leur ministère. Autrement dit, c'était cela le programme OSE, c'est un programme de propagande, c'est un programme d'information qui, à toutes fins pratiques, ne faisait rien pour les Québécois. Mais ce n'est pas cela que nous faisons, nous, nous créons des programmes qui ont des résultats directs et je vais continuer à donner d'autres exemples.

L'honorable député de Joliette sait fort bien que même dans sa circonscription, il y a plusieurs centaines de milliers de dollars destinés chaque année aux programmes directs de création d'emploi, qui sont, avec la collaboration de l'honorable député de Joliette, des programmes visant à créer des emplois et à aider les gens de sa circonscription. C'est la même chose dans toute la province de Québec, monsieur le président. Si on parle du Programme de crédit d'emploi qui avait été aboli à l'époque par le gouvernement progressiste conservateur, lancé il y a quelques années, au cours de la présente année financière il aura permis de créer 43,400 emplois, et encore une fois 15,770 dans la province de Québec, la juste part de ce que le Québec a le droit d'avoir, savoir une présence fédérale, une présence active.